

Kenya: William Ruto limoge le gouvernement après la répression par la violence des manifestations anti-taxes

Page 2

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 12 Juillet 2024

7 jrs/7

N°2432 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Suite de la Transition au Burkina: le Président du Faso décline sa vision face aux Forces vives de la Nation

Page 7

Cameroun: l'Assemblée prolonge le mandat des députés jusqu'en 2026



Page 3



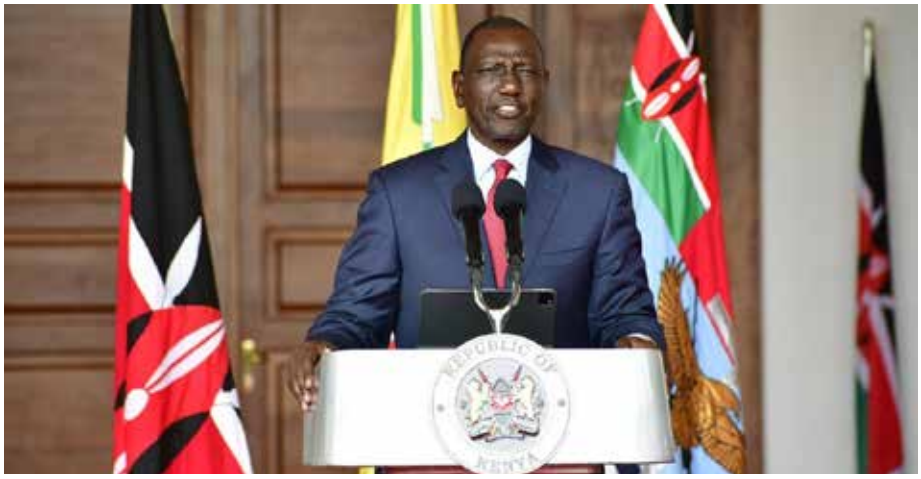
Page 4

Ethiopie: environ 4,5 millions de personnes sont des déplacés internes, selon l'ONU

KENYA

William Ruto limoge le gouvernement après la répression par la violence des manifestations anti-taxes

Le Président kényan William Ruto a limogé jeudi, la quasi-totalité des membres du gouvernement après les manifestations anti-taxes qui ont secoué le pays durant plusieurs jours et ayant été soldées par des morts d'hommes et de blessés du fait de la répression des forces de l'ordre.



Le Kenya entame un nouvel épisode de la vie politique deux semaines après les manifestations meurtrières qui ont secoué plusieurs villes et quartiers stratégiques du pays contre l'instauration de nouvelles taxes alors que le coût de la vie devient de plus en plus difficile à supporter par le citoyen lambda. En effet, William Ruto a limogé la quasi-totalité de son gouvernement en vue de reformer un autre gouvernement qui sera à la hauteur des attentes du peuple kényan. « Après réflexion, après avoir écouté attentivement ce que le peuple kenyan a dit et après une évaluation holistique de la performance de mon Cabinet et de ses réalisations et défis, j'ai, conformément aux pouvoirs qui me sont conférés par l'article 152(1) et 152(5)(b) de la Constitution et l'article 12 de la loi sur le Bureau du Procureur général, décidé de révoquer avec effet immédiat tous les secrétaires de Cabinet et le Procureur général du Cabinet de la République du Kenya, à l'exception du Premier secrétaire de Cabinet et du secrétaire de Cabinet pour les affaires étrangères et la diaspora », a déclaré le président Ruto lors d'une conférence de presse au Palais présidentiel, selon plusieurs sources locales. Le Président a annoncé vouloir étendre les discussions avec les autres partis politiques en vue de mettre en place un gouvernement d'union nationale. « Je vais immédiatement engager de vastes consultations dans différents secteurs et formations politiques, dans le but de mettre en place un gouvernement de large assise qui m'aidera à accélérer et à hâter la mise en œuvre nécessaire, urgente et irréversible de programmes radicaux pour faire face au fardeau de la dette, augmenter les ressources nationales, élargir les opportunités d'emploi, éliminer le gaspillage et la duplication inutile d'une multitude d'agences gouvernementales et tuer le dragon de la corruption, rendant ainsi le gouvernement plus léger, peu coûteux, efficace et efficient », a-t-il ajouté. Pour rappel, William Ruto avait retiré un projet de loi controversé qui prévoyait des augmentations et de nouvelles taxes rejeté par la population à travers les manifestations qui se sont soldées par au moins 39 morts et des blessés depuis le 1er jour de manifestation le 18 juin 2024.

Lucien DAKISSAGA

CAMEROUN

L'Assemblée prolonge le mandat des députés jusqu'en 2026



Le président camerounais Paul Biya a obtenu mardi l'approbation des législateurs pour repousser les élections législatives et locales jusqu'en 2026, une décision que les partis d'opposition craignent, car cela va compliquer leur capacité à contester l'élection présidentielle de l'année prochaine.

Les législateurs du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) de Paul Biya, majoritaires à l'Assemblée nationale, ont voté en faveur du projet de loi prolongeant leur mandat d'un an, jusqu'en mars 2026. Ainsi, les élections législatives et municipales se dérouleront après le scrutin présidentiel de 2025. Ce report a été justifié par la nécessité «d'alléger le calendrier électoral», selon François Wakata Bolvine, ministre délégué à la présidence , le pays ayant initialement prévu quatre scrutins pour l'année prochaine, y compris celui des conseils régionaux. A 91 ans, Paul Biya est l'un des présidents africains les plus anciens. Succédant à Ahmadou Ahidjo en 1982, il a remporté une série d'élections, dont la dernière en 2018, marquée par des allégations de fraude de la part de ses opposants.

GHO Djakaridja

ETHIOPIE

Environ 4,5 millions de personnes sont des déplacés internes, selon l'ONU



Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), environ 4,5 millions de personnes sont des déplacés internes en Ethiopie. La majeure partie des personnes déplacées est due aux conflits opposant les rebelles du Tigré aux forces gouvernementales.

L'Ethiopie enregistre environ 4,5 millions de déplacés actuellement dans les zones rurales et urbaines du pays. Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), la majorité des personnes ont été déplacées à cause des conflits dans le pays depuis 2021. Environ 56 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont déplacées depuis plus d'un an, tandis que 23 % sont déplacées depuis deux à quatre ans. Les personnes déplacées se trouvent principalement dans les régions de Somali, d'Oromia et du Tigré, a indiqué l'OCHA dans son aperçu des déplacements internes en Éthiopie publié la semaine dernière. Selon toujours notre source, depuis janvier 2022, quelque 3,3 millions de personnes déplacées internes ont pu retourner dans leurs zones d'origines. « Cependant, en raison des déplacements en cours dans plusieurs régions, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élève aujourd'hui à 4,5 millions », indique l'UNOCHA. L'Ethiopie compte 126,5 millions d'habitants. Ces dernières années, le pays a été confronté à des conflits ayant opposé les rebelles du Tigré aux forces gouvernementales, à des violences intercommunautaires ainsi qu'à des catastrophes naturelles.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Code des personnes et de la famille au Burkina: le gouvernement apporte des innovations majeures



Le Président du Faso, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE a présidé ce mercredi, l'hebdomadaire session du Conseil des ministres. Selon le ministre d'Etat, porte-parole du Gouvernement, Jean Emmanuel OUEDRAOGO, le Conseil a examiné et adopté plusieurs rapports et pris d'importantes décisions pour la bonne marche de la Nation.

Au titre de la Présidence du Faso, le Conseil a adopté un décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale de coordination de l'identification (ANCI). Selon le porte-parole du Gouvernement, l'ANCI, structure rattachée à la Présidence du Faso sera chargée d'une part d'accompagner le plan stratégique de mise en place de l'identifiant unique au Burkina Faso, de veiller à la cohérence de l'ensemble des initiatives nationales d'identification et à leur interopérabilité. D'autre part, il s'agira d'assurer la cohérence dans les interventions des différents acteurs dans le domaine de l'identification et enfin de faire des propositions de modernisation du système d'identification dans son ensemble.

Au titre du ministère de la Justice, des Droits humains, chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux, le Conseil a adopté un décret portant avant-projet du Code des personnes et de la famille (CPF). Selon le ministre en charge de la Justice, Edasso Rodrigue

La suite à la page 6

La suite de la page 5

BAYALA, ce nouveau code comporte des innovations majeures prenant en compte les réalités socioculturelles, les us et coutumes de notre pays notamment dans la dévolution, l'attribution du nom patronymique et la déchéance de la nationalité.

En ce qui concerne la perte et la déchéance de la nationalité burkinabè, le nouveau CPF apporte une révision pour intégrer le « fait de se comporter et d'agir contre les intérêts du Burkina Faso comme cause de déchéance de la nationalité burkinabè ». « Cette déchéance ne concerne pas et n'a pas d'effet sur les enfants et les conjoints du déchu de la nationalité », a précisé le ministre BAYALA. Le nouveau CPF impose désormais un délai minimum de cinq ans pour l'acquisition de la nationalité pour les étrangers qui contracte des mariages avec des Burkinabè.

Le nouveau CPF propose également la reconnaissance des mariages coutumiers et religieux à travers leurs transcriptions sous le registre d'état civil. « Il y a des conditions auxquelles ces mariages vont être transcrits sous le registre d'état civil et dorénavant auront les mêmes effets et les mêmes conséquences que le mariage civil actuellement célébré au niveau de l'état civil », a expliqué le ministre en charge de la Justice.

Il y a également la majorité de 20 ans qui est ramenée à 18 ans. « L'âge du mariage est fixé à 18 ans également, mais à 16 ans exceptionnellement sous autorisation du juge », a soutenu le ministre BAYALA.

Autre innovation, il y a le fait désormais que le père et la mère puissent venir à la succession de leur descendant.

Le projet du CPF consacre également l'interdiction de l'homosexualité dans notre pays. « Dorénavant l'homosexualité et les pratiques assimilées sont interdites et sont punies par la loi », a souligné le ministre de la Justice, Edasso Rodrigue BAYALA.

Pour le compte du ministère du Développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et moyennes entreprises, le Conseil a adopté un décret portant modification du décret portant création de la Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire (SONAGESS) ainsi que son modificatif du 13 décembre 1996 ; et pour le compte du ministère en charge de l'agriculture, le Conseil a également adopté les statuts particuliers de la SONAGESS.

Selon le ministre délégué en charge des Ressources animales, Amadou DICKO, au regard des orientations actuelles de notre pays, la vision est de transformer la SONAGESS en une société d'achat et de commercialisation des produits agrosylvopastoraux afin de répondre aux besoins de nos producteurs. Aussi, à travers l'adoption de ces deux décrets, le capital de la SONAGES passe de 200 millions à 1 milliard de FCFA, ce qui renforcera son rôle de soutien à la production locale à travers le prix minimum garanti qui permettra de faire une régulation du marché des céréales au Burkina.

Direction de la communication de la Présidence du Faso

BURKINA FASO

Suite de la Transition: le Président du Faso décline sa vision face aux Forces vives de la Nation



Le Président du Faso, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE a échangé, ce jeudi, avec les Forces vives venues des 13 régions du pays. Au cours de cette rencontre, le Chef de l'Etat a décliné sa vision pour les cinq ans à venir.

Dans une cuvette pleine du Palais des Sports de Ouaga 2000, le Chef de l'Etat a structuré son adresse autour de trois axes majeurs. Le premier axe a consisté pour le Capitaine Ibrahim TRAORE, à travers son appréciation du cours des événements dans le monde, à donner des clés de lecture aux Burkinabè pour comprendre comment l'impérialisme œuvre à saper le développement des pays africains dont ils exploitent les richesses.

Des exemples, il en a cité les plus illustratifs : les sources de la dislocation de l'Union des Républiques socialistes et soviétiques (U.R.S.S.), de la guerre en Afghanistan avec les Talibans, de la guerre en Iraq, le terrorisme avec la création de l'Etat islamique au Grand Sahara, l'expansion du terrorisme dans le Sahel africain, etc.

Développant le deuxième axe, le Président Ibrahim TRAORE a expliqué aux forces vives, exemples poignants à l'appui, les raisons de sa détermination à combattre les terroristes. « Soit, nous les combattons, soit ils nous combattent. Nous n'avons pas d'autres choix que de combattre », a insisté le Président du Faso.

Il a attiré également l'attention du peuple sur les velléités de certains Burkinabè, qui

La suite à la page 8

La suite de la page 7

espèrent faire la paix avec les terroristes en mettant en avant le dialogue. « Il n'y a pas d'alliance possible avec les terroristes », a-t-il martelé.

Le troisième axe du message du Chef de l'Etat a été consacré à l'exposé de sa vision pour les cinq ans à venir. Cette vision prend en compte entre autres, le secteur de la défense et de la sécurité, la fonction publique, la diplomatie, l'agriculture, l'urbanisme, l'économie, l'emploi, la justice.

Sur la défense et la sécurité, le Président du Faso a annoncé le renforcement des effectifs avec les recrutements et l'équipement pour faire face à la guerre. « Nous sommes sur cette lancée (…) Nous continuons à faire corps avec notre peuple pour ce combat. Nous allons vaincre le terrorisme ici au Burkina », a-t-il rassuré.

Sur la diplomatie, le Président Ibrahim TRAORE a expliqué qu'il s'agit d'une diplomatie de vérité qui se pratiquera désormais dans une approche commune et de mutualisation au sein de la confédération « Alliance des Etats du Sahel ». Sur la question, il a dénoncé



les attitudes de certains dirigeants d'Etats voisins qui sont devenus des bases arrière des terroristes pour attaquer les pays de l'AES.

Le Président du Faso a réaffirmé sa volonté de lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance dans la fonction publique. Bientôt un organe sera installé dans les ministères et pourra s'autosaisir des questions de corruption et des dysfonctionnements de tous ordres.

Au sujet de la justice, le Chef de l'Etat a déploré l'attitude de certains acteurs qui ont fait le choix de rester en marge des réformes engagées. « L'injustice est un fléau qui détruit notre pays. Tout Burkinabè a besoin de dignité. Nous allons changer le modèle de justice », a souligné le Président du Faso.

Le Capitaine Ibrahim TRAORE a, par ailleurs, prêté une oreille attentive aux préoccupations des composantes des forces vives de la Nation. Que ce soit la chefferie coutumière et traditionnelle, le secteur privé, la justice, les élèves et étudiants, les personnes vivant avec un handicap, les organisations de femmes et de jeunes, les acteurs de la communication et des médias, les sportifs et hommes de culture, les syndicats, les associations de la veille citoyenne, chaque composante a salué le travail réalisé par la Transition avant de soumettre ses doléances au Chef de l'Etat ; des préoccupations qui seront prises en compte au cours des cinq années à venir.

Direction de la Communication de la Présidence du Faso

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Kenya: Ruto limoge ses ministres et promet un nouveau gouvernement



Le président kényan William Ruto a limogé jeudi tous les ministres de son cabinet et a promis de former un nouveau gouvernement qui sera léger et efficace, après des semaines de manifestations contre les impôts élevés et la mauvaise gouvernance. Le Kenya a connu trois semaines de troubles au cours desquelles des manifestants ont pris d'assaut le parlement le 25 juin après l'adoption d'un projet de loi de finances prévoyant une augmentation des impôts. Plus de 30 personnes sont mortes lors de ces manifestations, qui se sont transformées en appels à la démission du président.

Soudan du Sud: la loi sur la sécurité critiqué par des pays occidentaux



Les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux ont critiqué un projet de loi controversé sur la sécurité au Soudan du Sud, qui permettrait au gouvernement de détenir des personnes sans mandat, estimant qu'il compromettrait l'ouverture de l'espace politique et civil à l'approche des élections dans le pays. Le projet de loi sur la sécurité, qui a été adopté par le parlement le 3 juillet, a menacé de faire échouer les pourparlers de paix en cours et fait craindre des arrestations arbitraires à l'approche des premières élections du pays, qui se tiendront le 22 décembre. Le président Salva Kiir dispose de 30 jours pour approuver la loi ou y opposer son veto.

Au moins 3 000 soldats rwandais déployés en RDC, selon l'ONU



Entre 3 000 et 4 000 soldats rwandais sont déployés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) voisin, opérant aux côtés du groupe rebelle M23 qui a réalisé d'importantes avancées, ont indiqué des experts de l'ONU dans un rapport diffusé mercredi. Les experts ont qualifié l'estimation des troupes rwandaises de «conservatrice» et ont déclaré que leur «soutien et leur présence systématiques» pour soutenir le M23 dans sa conquête territoriale est un acte sanctionnable, et que leur déploiement est une violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC. Le contrôle et la direction de facto des opérations du M23 par les forces rwandaises rendent également le Rwanda responsable des actions du M23, a déclaré le groupe d'experts dans son rapport de 293 pages au Conseil de sécurité des Nations unies.

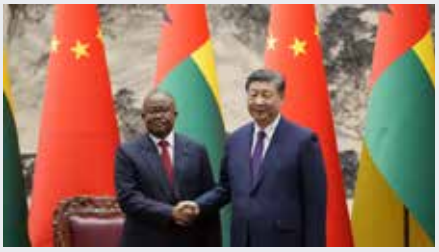
INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Afrique du Sud : 12 écoliers meurent dans un accident de minibus



Douze écoliers et leur chauffeur sont morts mercredi en Afrique du Sud lorsque leur minibus s'est renversé et a pris feu sur une route de la province de Gauteng, ont annoncé les autorités. L'accident s'est produit un jour après la réouverture des écoles après les vacances d'hiver. Sept autres enfants ont été blessés dans l'accident, qui s'est produit dans la ville de Merafong, à l'ouest du centre économique du pays, Johannesburg. Selon certaines informations, un petit camion, connu sous le nom de bakkie, aurait percuté l'arrière du minibus transportant les enfants, le faisant se renverser et s'enflammer. Des responsables de l'Education et des Transports se sont rendus sur les lieux de l'accident et ont visité les enfants blessés dans un hôpital de la région voisine de Carletonville. Le chef du gouvernement provincial de Gauteng, Panyaza Lesufi, a également rendu visite aux enfants blessés.

La Chine et la Guinée-Bissau signent un nouveau partenariat stratégique



Le président chinois Xi Jinping a rencontré mercredi le président de la République de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embalo, en visite à Pékin. Les deux dirigeants ont convenu de promouvoir leurs relations bilatérales au niveau d'un partenariat stratégique. Ils ont souligné l'importance de l'hymne national de la Guinée-Bissau, symbole de l'amitié profonde entre leurs peuples. Dans une déclaration en portugais, Umaro Sissoco Embalo, président de la République de Guinée-Bissau, a déclaré : «Le président Xi a mentionné notre hymne national, que nous chantons tous les jours. Il a été écrit par notre père fondateur et composé par un ami chinois. C'est quelque chose que nous n'oublierons jamais. La Chine nous a soutenus avant et après l'indépendance de notre pays, et nous avons toujours été solidaires de la Chine. La Chine n'a pas seulement aidé la Guinée-Bissau, elle a également soutenu l'ensemble du continent africain.»

Mali: le gouvernement lève la suspension des activités des partis politiques



Lors du conseil des ministres de ce mercredi 10 juillet sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale et de la Décentralisation, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant levée de la suspension des activités des partis politiques et des activités à caractère politique des associations. Par le Décret n°2024-0230/PT-RM du 10 avril 2024, le Gouvernement avait suspendu les activités des partis politiques et les activités à caractère politique des associations. La mesure de suspension était motivée par le besoin de sauvegarde de l'ordre public, au regard des multiples défis auxquels le pays faisait face, tant sur le plan sécuritaire que sur le plan du climat politique et social, en vue de l'organisation sereine du Dialogue inter-maliens pour la paix et la réconciliation nationale sur toute l'étendue du territoire national.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Côte d'Ivoire: les Dg de la Rti et du Cca relevés de leurs fonctions



Dembélé Fausséni dit Al Séni n'est plus le directeur général du média d'État, Radiodiffusion télévision ivoirienne (Rti). Le Conseil des ministres tenu à Abidjan-Plateau le 10 juillet 2024, en présence du Président de la République, Alassane Ouattara, l'a relevé de ses fonctions. Selon le porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly par ailleurs ministre de la communication et des médias, le Dg de la Rti a été relevé pour mauvaise gestion. C'est le 6 février 2019 que Dembélé Fausséni a été nommé directeur général de la Rti. Il a remplacé à ce poste Ahmadou Bakayoko. Cette décision du gouvernement fait suite aux mécontentements exprimés par les agents de la Rti. Également, Il faut souligner aussi que le directeur général du Conseil coton-anacarde, le Dr Adama Coulibaly a été relevé de ses fonctions pour mauvaise gestion.

Sénégal: la France expulse un imam sénégalais pour propos radicaux envers les femmes



Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé ce mercredi 10 juillet 2024, sur Europe 1 l'expulsion imminente d'un imam sénégalais radicalisé, résidant dans le département de l'Aube, en raison de ses prêches jugés controversés concernant les femmes.« Ce matin encore, nous avons pu interpeller et il sera expulsé aujourd'hui, un imam radicalisé sénégalais qui est dans le département de l'Aube », a déclaré le ministre Darmanin. Il a précisé que cet imam avait fait des déclarations incitant à ce que « les femmes doivent rester chez elles » et recommandant que « les musulmans ne doivent pas se mélanger aux non-musulmans ». Selon Gérald Darmanin, de telles personnes « n'ont rien à faire sur le territoire de la République ». L'expulsion, conforme à la loi immigration et séparatisme en vigueur, est prévue pour se dérouler dans la journée.

Burkina Faso: Me Guy Hervé Kam regagne finalement son domicile (avocat)



Liberté provisoire pour le moment pour Me Guy Hervé Kam. Le lundi 8 juillet 2024, le tribunal militaire a ordonné la libération de l'avocat burkinabè. Hier 9 juillet, selon les avocats de Me Guy Hervé Kam, leur client a été maintenu en détention « en attendant que les modalités du contrôle judiciaire soient réunies ». Aujourd'hui, les choses semblent évoluer. Me Guy Hervé Kam et ses avocats commencent-ils à voir le bout du tunnel ? Alors que tout était parti pour que l'avocat burkinabè reste pour le moment à la Maison d'Arrêt et de Correction des Armées (Maca), nous apprenons sa libération à travers l'un de ses avocats. Dans l'après-midi du 10 juin on apprend par Me Ambroise Farama, avocat de Me Guy Hervé Kam que le juge d'instruction a fixé les modalités du contrôle judiciaire de leur client.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Niger: les militaires américains basés à Niamey ont définitivement quitté le pays



Les militaires américains installés à la Base aérienne 101 de Niamey ont totalement et définitivement quitté le Niger, a appris l'Anp d'un communiqué de la Commission mixte de désengagement, créée dans le cadre du retrait annoncé des troupes américaines du Niger. Selon le confrère, en effet, selon cette Commission, le processus de désengagement des troupes américaines du Niger, amorcé le 19 Mai 2024, s'est achevé à la Base aérienne 101 de Niamey dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 Juillet 2024 avec le départ des derniers soldats américains et l'ensemble de leurs équipements. Au total, 776 militaires américains et 1593 tonnes de matériels et équipements militaires ont été concernés. Pour ce qui reste de la phase de la Base aérienne 201 d'Agadez, précise la source, « les responsables nigériens et américains sont résolus à assurer un retrait sûr, ordonné et responsable d'ici le 15 Septembre 2024 », la note en question rappelle, en outre, l'engagement des deux parties « à garantir la protection et la sécurité des forces américaines durant ce processus ».

Mali: Bamako maintient que le retrait de la Cédéao est irréversible



Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a maintenu que le départ de son pays, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté des Etats ouest-africains était irréversible, malgré la main tendue de la Cédéao. Le Mali reste cependant ouvert à la coopération avec la Cédéao, a dit M. Diop lundi soir sur la télévision d'Etat ORTM. Il s'est par ailleurs élevé contre l'instauration éventuelle de visas pour les ressortissants des trois pays voyageant dans l'espace Cédéao. M. Diop s'exprimait au lendemain d'un sommet de la Cédéao lors duquel elle a désigné les présidents sénégalais et togolais comme médiateurs dans les discussions avec le Mali, le Burkina et le Niger. Les trois pays, dont des militaires ont pris la tête par la force, ont annoncé en janvier quitter l'organisation aux 15 Etats membres. Ils ont annoncé lors de leur propre sommet samedi l'institution d'une confédération.

Procès des attaques du 19 mai 2024 en RDC: deux Américains et un Belgo-Congolais nient leurs implications



En République démocratique du Congo (Rdc), deux Américains et un Belgo-Congolais, trois des 51 personnes jugées par le tribunal militaire de Kinshasa-Gombe, ont été interrogés ce 9 juillet 2024, suite aux attaques du 19 mai. Rapporte Rfi. Cinquante-une personne sont inculpées pour leur participation présumée à l'assaut contre la résidence de Vital Kamerhe, actuel président de l'Assemblée nationale. Après cette attaque, les assaillants s'étaient retranchés au palais de la Nation, dans l'un des bureaux du président du pays, Félix Tshisekedi. Selon la source, le Tribunal militaire garnison de Kinshasa-Gombe a poursuivi le 8 juillet 2024 les interrogatoires des prévenus dans l'affaire de la tentative de coup d'État déjouée du 19 mai 2024.L'audience a débuté avec le dernier prévenu de la séance précédente : Benjamin Zalman. Ce dernier a nié toute implication dans le complot. Il a affirmé qu'il avait été menacé par le présumé chef de bande, Christian Malanga, de suivre ses ordres sous peine de mort. Il a également révélé avoir connu Malanga depuis 2013 lors d'un forum économique à Washington et l'avoir revu au Swaziland. Benjamin Zalman a insisté sur le fait que leurs échanges étaient strictement professionnels.

HOROSCOPE DU JOUR

BÉLIER (21 mars - 19 avril)

attendez-vous à une journée avec beaucoup d'énergie vis-à-vis de vos collègues. Cela ne doit pas nécessairement avoir une connotation négative, il suffit d'être à l'affût. Vos finances iront dans la bonne direction.

TAUREAU (20 avril- 20 mai)

des blocages pourraient apparaître dans certaines communications. N'exposez aucun intérêt ou opinion personnelle si vous ne voulez pas que les choses tournent mal. Vos finances subiront quelques revers.

GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

vous devriez commencer à réfléchir à de nouveaux objectifs ou horizons à atteindre. Votre esprit a besoin de plus de stimuli que vous n'en avez et vous êtes convaincu que l'Univers a un atout dans sa manche. Les finances sont prédisposées aux situations risquées.

CANCER (21 juin - 22 juillet)

vous montrerez ce que vous valez, ce que vous savez faire et ce que vous pouvez réaliser s'ils vous font confiance. Si vous étudiez, vous aurez de bonnes notes et des progrès. Vos finances, grâce à vos efforts, se renforcent.

LION (23 juillet - 23 août)

des nouvelles arrivent concernant des mouvements que vous n'êtes pas tout à fait prêts à entreprendre. Vous finirez par céder à cause de votre situation personnelle, mais votre humeur déclinera à partir de ce moment-là. Vous devrez payer des factures avec des préavis impayés.

VIERGE (24 août- 22 septembre)

vous devrez être vigilant avec une certaine personne qui fait preuve d'une certaine empathie à votre égard et vous savez que c'est faux. Ne les laissez pas gagner du terrain sur vous, mais ne leur volez pas non plus le leur. Vos finances seront limitées à long terme.

BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

vous avez des possibilités de grandir et d'obtenir du succès dans certains aspects liés à la préparation. Vous vous déplacerez d'un endroit à un autre pour résoudre des problèmes. L'économie va croître dans les prochains jours.

SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

réfléchissez à cette situation. Les défis et les obstacles augmenteront à l'avenir. Les chefs d'entreprise évalueront certains employés pour faire pression et apporter des changements. De plus, il serait sage que vous planifiiez à l'avance cette dépense importante à venir.

SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

vous pourrez découvrir le meilleur de la collaboration et du travail d'équipe. Ne vous contentez pas car les choses vont bien à première vue. Explorez les capacités et les méthodes de travail qui peuvent vous améliorer. Côté matériel, gare à la perte ou au vol.

CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

le vieux tombe et le nouveau naît. Vous traverserez de nouvelles étapes dans votre vie professionnelle, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur du même lieu, mais la vie vous réserve de nouvelles opportunités. Ne vous laissez pas emporter par les attentes.

VERSEAU (20 janvier- 19 février)

si vous avez commis une erreur, il est important de l'admettre à la bonne personne. Évitez de fuir la situation, car elle pourrait se retourner contre vous. L'honnêteté et la sincérité sont essentielles ce jour-là.

POISSONS (20 février- 20 mars)

vous ne devez pas vous sentir fragile et sans protection à cause de votre état d'esprit. Ne vous fiez pas aveuglément à ce qui est écrit dans un contrat, car les situations peuvent changer. Vous ressentirez probablement le désir d'aider les autres par compassion et ainsi utiliser vos ressources d'une manière ou d'une autre.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money